

## Génocide au Rwanda : le procès de Félicien Kabuga s'ouvre à La Haye

@rib News, 29/09/2022 - Source Reuters Le procès tant attendu sur le génocide rwandais débute malgré le boycott du suspect Un tribunal de l'ONU à La Haye a ouvert mercredi le procès tant attendu de l'un des derniers suspects importants du génocide rwandais, malgré sa décision de boycotter l'audience depuis sa cellule de prison.

Félicien Kabuga, un ancien homme d'affaires et propriétaire de station de radio, a été capturé en France en 2020 après des années de fuite. Il est l'un des derniers suspects recherchés par un tribunal de l'ONU chargé de poursuivre les crimes commis lors du génocide de 1994, lorsque les extrémistes de la majorité hutue au pouvoir ont tué plus de 800 000 Tutsis et modérés hutus minoritaires en 100 jours. "La chambre croit savoir que monsieur Kabuga se porte bien ce matin mais a décidé de ne pas assister à l'audience de ce matin, que ce soit en personne ou par liaison vidéo", a déclaré le juge Iain Bonomy. "Le procès doit se poursuivre" avec la déclaration d'ouverture du procureur, ont déclaré les juges. Kabuga est âgé d'environ 80 ans, bien que sa date de naissance précise soit contestée. Il a été arrêté en mai 2020 à Paris entre les lockdowns du COVID-19 et extradité à La Haye où il a plaidé non coupable. Lors de ses audiences d'extradition en France, il a qualifié les accusations portées contre lui de "mensonges". Les procureurs ont accusé l'ancien magnat du café et du thé de trois chefs d'accusation de génocide et de deux chefs d'accusation de crimes contre l'humanité, principalement pour avoir encouragé les discours de haine par le biais de son diffuseur, la Radio Télévision Libre des Mille Collines. Il est également accusé d'avoir armé des milices de l'ethnie hutue. Selon le procureur Rashid Rashid, Kabuga était un "initiateur politique riche et bien connecté" au Rwanda au moment du génocide. Le procureur des Nations Unies, Serge Brammertz, a déclaré à Reuters que l'ouverture du procès renforcerait la justice internationale. "Même si cela a pris plus de 20 ans, il est toujours possible de réussir et de rendre justice", a-t-il déclaré.